

contentement et au bonheur de ceux qui gagnent leur vie à la campagne.

M. J. P. HOWDEN (Saint-Boniface): Je désire appuyer de toute façon la résolution de l'honorable député de Témiscamingue-Nord (M. Bradette). Je sais qu'un grand nombre d'honorables membres de cette Chambre ne la favorisent pas, et un grand nombre de ceux qui s'occupent aujourd'hui d'agriculture croient le plan futile. Mais je dirai, en mon nom, que dès les débuts de cette dépression, alors que les fabriques fermaient leurs portes partout dans le pays et que le commerce disparaissait, et que les hommes et les femmes étaient jetés sur la pavé par centaines et par milliers, je fus l'un des premiers dans cette Chambre à conseiller le retour à la terre. Je croyais alors et je crois encore aujourd'hui, que c'est le seul mouvement qui offre un remède immédiat et permanent. Nous espérons tous qu'avec les mois et les années, à mesure que la dépression perdra de son intensité, l'industrie dans toutes ses branches reprendra son essor et absorbera nos nombreux chômeurs. Mais il est beaucoup mieux, sans doute, de voir une famille établie à la campagne que d'en voir les membres chômer dans les villes. Vous ne pouvez récolter des pommes de terre et des choux sur les boulevards; vous ne pouvez élever des poules et des porcs à la ville. Mais si vous établissez une famille sur la terre, elle jouit au moins d'un logement à bon marché et, en général, elle a le combustible et l'eau; et avec un peu de bonne volonté elle peut se procurer les œufs, le lait, la volaille et le reste sans que l'Etat ait à faire des débours considérables, au lieu de payer le tout au plein prix si ces familles restaient à la ville.

Je puis me tromper, mais de la façon dont j'envisage les choses, nous aurons toujours, je crois, beaucoup de chômage au Canada. Il semble que plus nous avançons, plus les usines et les autres industries urbaines congédient des ouvriers. Je me suis toujours demandé de quelle façon ils pourront être utilisés; je n'ai pas la moindre idée de ce que nous pourrions faire d'eux parce que, plus les machines dont se sert actuellement l'industrie seront améliorées, plus celle-ci congédiera d'ouvriers. Nous méprisons les paysans, mais n'empêche que dans l'ancien temps, le pays était rempli de paysans qui trouvaient le moyen de vivre et qui ne demandaient pas de secours aux gouvernements. Nous devrions nous estimer heureux, il me semble, d'avoir la terre parce que nous verrons bientôt, je crois, des milliers de gens y retourner. L'avantage que nous avons aujourd'hui sur les vieux pays est que ceux-ci ont des mil-

[M. Gershaw.]

liers de chômeurs dont ils ne savent que faire, qu'ils n'ont pas de terres sur lesquelles les établir et pas d'industries susceptibles de les faire travailler, tandis qu'au Canada nous avons la terre et nous espérons que les gens pourront y retourner et y trouver leur subsistance.

Je comprends parfaitement que la résolution proposée est d'une bien plus grande envergure. Elle prévoit la dépense d'une somme de \$20,000,000 sur laquelle chaque nouveau colon recevra \$1,000 en commençant. C'est une grosse obligation à contracter en ce moment-ci mais j'espère sincèrement que le moment n'est pas éloigné où le Gouvernement pourra facilement se lancer dans une telle entreprise. Dans l'intervalle, nous avons au Canada des acres et des acres, des sections et des sections d'excellentes terres sur lesquelles nous pouvons établir des familles et toutes les villes regorgent de véritables agriculteurs qui sont prêts à retourner à la terre. Nous ne devrions pas attendre, il me semble, d'être en mesure de leur donner \$1,000. Nous ferions mieux, je crois, d'en renvoyer une bonne partie sur des terres et de leur donner ce que nous pourrions. Il est vrai que dans certaines parties du Canada, le mouvement n'a pas été un succès, mais d'un autre côté, au Manitoba, nous avons établi de 300 à 350 familles sur des terres et je crois que le mouvement dans cette province a réussi dans une proportion de 90 p. 100. La plupart de ces colons sont très satisfaits; ils se sont lancés dans ce mouvement corps et âme et ils ne désirent nullement retourner dans les villes.

Je n'ai pas grand-chose à ajouter mais je veux cependant dire à l'honorable député de Compton (M. Gobeil), qui se demandait si c'était bien le rôle du Gouvernement fédéral de réinstaller des familles ou des individus sur des terres, que pour le plan de colonisation en faveur des soldats, le Gouvernement fédéral a conclu avec les provinces comme il doit le savoir, un arrangement permettant d'établir des soldats sur des terres. Des centaines de familles sont retournées à la terre en vertu de ce plan et quand le moment sera venu, le Parlement n'aura pas de difficulté, s'il y tient, à conclure des arrangements avec les provinces pour installer des chômeurs sur des terres.

J'espère que l'excellent travail qui a été fait jusqu'ici se continuera et que les immenses étendues de terres inoccupées à l'heure actuelle au Canada et qui représentent des centaines, sinon des milliers de milles de superficie, seront un jour mises en exploitation comme elles devraient l'être grâce au mouvement du retour à la terre.